

BRICS+: Vers un Système Multilatéral Dual de Relations Internationales

Texte de la Présentation sur le BRICS+

FIKD- 07 Mai 2024, Salah Hannachi

Le jeu des grandes puissances continue à recomposer le monde.

Entre les Etats-Unis, la Russie et la Chine, l'Union Européenne se cherche encore. Son élargissement, ainsi que celui de l'OTAN, s'avèrent être sources de fortes tensions avec la Russie.

De nouvelles stratégies de puissances moyennes et de pays pivots tels que l'Inde, le Brésil, l'Iran et la Turquie, etc., voient le jour et compliquent ces tensions ainsi que le système de relations internationales.

C'est dans ce contexte que, en 2023, le groupe du BRICS s'est élargi à cinq nouveaux pays. Il semble destiné à continuer à s'élargir et à jouer un rôle important dans le système des relations internationales.

C'est pour expliciter les contours de ce monde de demain qui se dessine que le Forum Ibn Khaldoun pour le Développement a organisé le 7 Mai 2024 une conférence débat sur le BRICS + en tant qu'acteur émergeant dans l'espace géopolitique international, introduite et animée par Mr Salah Hannachi, ancien Ambassadeur et Vice-Président du FIKD.

- I. Introduction**
- I. Genese du BRICS+**
 - A. Contexte international**
 - A. Agenda du BRICS+**
 - 1. EMDC**
 - 1. MAG**
 - 2. Communauté Mondiale**
 - 3. Réforme du Système Multilatéral**
 - B. Dedollarisation**
- II. XVe Sommet du BRICS(2023)**
 - A. Expansion**
 - 1. Eligibilité**
 - 1. Participation**
 - 2. Adhésion**
 - A. Déclaration du Sommet**
 - B. Intérêt de la France**
- III. Impact du BRICS+**
 - A. Impact géopolitique**
 - A. Impact géoéconomique**
 - B. Impact soft**
- IV. SWOT du BRICS+**
 - A. Forces et opportunités**
 - 1. Force de Ressources (moyens)**
 - 1. Force de Position**
 - 2. Puissance soft**
 - A. Faiblesses et menaces**
 - 1. Disparités**
 - 1. Conflits**
 - 2. Consensus**
 - B. Pérennité**
- V. XVIème Congrès du BRICS+(Octobre 2024)**
 - A. Thèmes**
 - 1. Ruée vers le BRICS+**
 - 1. Expansion**

- 2. Adhésion européenne
- 3. Dedollarisation
- 4. Règle de Consensus
- A. La Tunisie au BRICS+
- B. Ouvertures stratégiques
- VI. Conclusion
 - A. Enjeu de pérennité
 - A. Engagement de la Chine
 - B. Vers un Système Multilatéral Dual

Résumé exécutif

Les circonstances, les événements et la stratégie ont transformé BRIC d'un acronyme pour un concept de Wall Street en BRICS+ pour un système de relations internationales.

Né à Wall Street en 2001, après la fin de la guerre froide en 1991, comme un concept financier et économique, BRIC est repris par la Russie en 2009, comme un concept essentiellement géopolitique. Il évolue vers BRICS en 2011, puis vers BRICS+ en 2023, pour devenir un paradigme holistique d'un système de relations internationales. Ce nouveau paradigme plaide une mission de construction d'une Communauté Mondiale d'Intérêts Partagés œuvrant dans le respect, la dignité, l'égalité souveraine, et le consensus à réaliser une Croissance Mutuellement Accélérée (MAG) et une plus grande contribution des EMDC à la Gouvernance Mondiale. Il plaide aussi pour un meilleur équilibre entre la sécurité et le développement, une meilleure prise en compte des nouvelles priorités et des nouveaux défis de la Communauté Mondiale qui sont apparus depuis 1991, comme le Changement Climatique, l'Anthropocène, COVID-19, etc. De même plaide-t-il pour une prise en compte de la dimension civilisationnelle dans les relations internationales et de la meilleure implication des populations de base, rendue aujourd'hui possible par les nouvelles technologies de transport et de communication.

Le paradigme du BRICS+ reprend quelques concepts du G77 et tient compte de la naissance de nouveaux acteurs. Il est plus démocratique, plus égalitaire, plus holistique et plus inclusif que le paradigme du Système Multilatéral actuel, élaboré après la fin de la Deuxième Guerre Mondiale en 1945 par les vainqueurs et en leur faveur, essentiellement.

La doctrine du BRICS+ va au-delà des doctrines et des stratégies de reconstruction, ou des stratégies purement sécuritaires d'équilibre de puissance, et de destruction mutuellement garantie, MAD, de l'après-guerre du siècle passé. Sa thèse est que l'interdépendance globale économique, commerciale et sécuritaire impose aujourd'hui le défi d'une mission équilibrée de sécurité et de développement et le principe d'une croissance mutuellement accélérée, MAG.

Cette interdépendance élargit le spectre et la flexibilité des pressions, des interventions et réactions possibles au-delà des approches purement sécuritaires, pour mieux faire face aux tensions, aux conflits et aux défis et mieux valoriser les opportunités.

Les nombreuses disparités et les conflits entre ses membres actuels, et ses membres futurs à mesure qu'il s'élargit, poseront un défi redoutable de gouvernance au système BRICS+, voire un défi de pérennité. L'importance stratégique du BRICS+ pour les membres de premier plan, comme la Russie, la Chine, même l'Iran, et l'engagement fort de ces membres constituent, cependant, un facteur déterminant de pérennité.

D'un autre côté, la réticence naturelle des membres titulaires du Système Multilatéral actuel, et les défis politiques et techniques de mise en œuvre d'une réforme radicale, feront en sorte que cette réforme du système actuel plaidée par le BRICS+, même si elle est acceptée, sera lente et longue.

Ces considérations conduisent à anticiper que le nouvel ordre international sera caractérisé, pour quelque temps, peut-être pour longtemps, et peut-être pour le mieux, par l'émergence et l'instauration d'un système multilatéral dual, bicaméral en quelque sorte, de gouvernance globale. D'autres mécanismes, comme BRF, TICAD, etc., peuvent se greffer à ces deux systèmes principaux.

Ce Multilatéralisme Dual sera une sorte de gouvernance bicamérale, composée du système représenté par le Système Multilatéral titulaire actuel, comme une sorte de chambre haute et le BRICS+, comme une sorte de nouveau G77 ou une sorte de chambre basse.

Ce système dual crée, pour les pays et les acteurs, étatiques et non-étatiques, et pour la Tunisie, l'impératif d'une double appartenance et d'une double intervention dans les deux systèmes.

I. Introduction

BRIC est un acronyme inventé en 2001 par le président de Goldman Sachs, Jim O'Neil, et adopté par Wall Street comme un concept d'investissement. Il désigne le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. BRIC est resté en hibernation jusqu'en 2006, lorsque Poutine l'a repris et l'a mis en orbite dans l'espace géopolitique.

En effet, en assumant la présidence de la Russie, après Eltsine, et probablement bien avant, Poutine a pris conscience des griefs de son pays, partagés avec de nombreux autres pays, contre certaines pratiques géopolitiques. L'unilatéralisme, l'extraterritorialité des sanctions et la militarisation du système de relations internationales, etc., étaient des pratiques courantes. Elles avaient considérablement augmenté pendant l'ère unipolaire, qui a prévalu après la chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Ces pratiques ont conduit à des tensions dans les relations internationales, à des guerres commerciales, des conflits, des crises, des guerres interminables, des désordres graves, des problèmes de réfugiés et de souffrances humaines en Europe Centrale, dans les Balkans, en Asie Centrale, en Amérique Latine, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, etc.

Poutine avait également reconnu les griefs importants, que la Russie partageait avec de nombreux pays, notamment certains membres du BRIC, contre le Système Multilatéral actuel. Ces griefs concernent la partialité de la structure, l'obsolescence de la mission et des objectifs, et l'inefficacité opérationnelle de ce système, tant en ce qui concerne le système des Nations Unies qu'en ce qui concerne les institutions de Bretton Woods. Enfin, Poutine était particulièrement frustré par l'échec de ses tentatives répétées de faire de la Russie un membre ou même un partenaire de l'OTAN, et par ses efforts infructueux pour faire de son pays un membre de "La Maison de l'Europe". Il était également alarmé par le refus répété de l'Occident de conclure un arrangement sécuritaire avec la Russie et par l'expansion continue de l'OTAN.



Tous ces développements ont contribué à creuser un fossé grandissant entre la Russie et l'Union Européenne et entre la Russie et le Collectif Occidental. Ils ont conduit Poutine à renoncer à son rêve d'un pont continental eurasiatique "De Lisbonne à Vladivostok" et à pivoter vers l'Est et le Sud à la recherche d'un espace stratégique alternatif, d'un "lebensraum" stratégique.

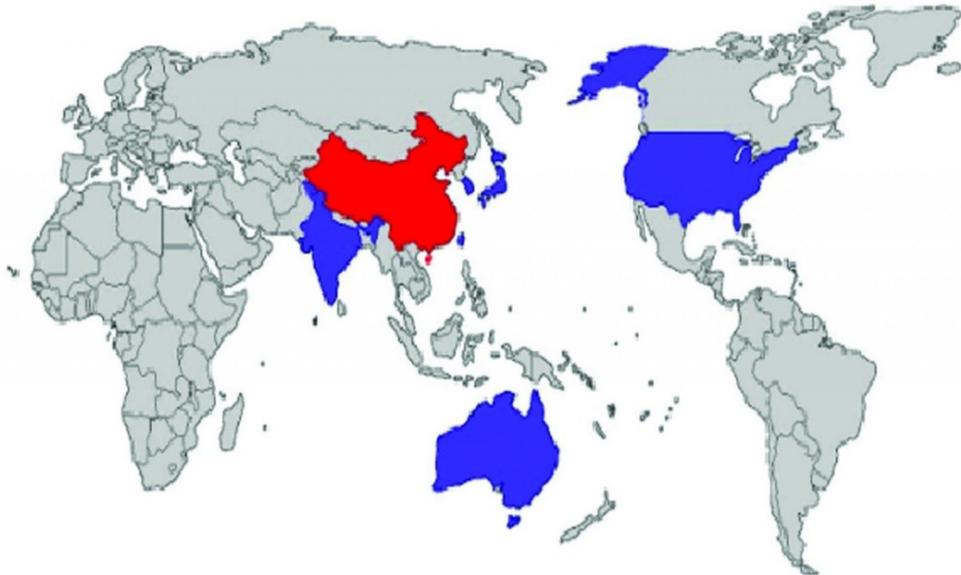
En ce faisant, Poutine s'est tourné vers le BRIC, reconnaissant l'acronyme prêt à l'emploi et le potentiel à la fois géopolitique et géoéconomique du concept. Poutine a perçu dans le BRIC le potentiel d'une réponse stratégique possible à ces griefs, et surtout comme une contre-réponse à l'expansionnisme sécuritaire des USA et de l'OTAN, en quelque sorte un remplacement du Pacte de Varsovie, globalisé et modernisé.

En effet, en 2006, outre la Russie, le BRIC comprenait le Brésil dans l'hémisphère occidental, un leader du Mercosur et de l'Amérique du Sud, indépendant des États-Unis et proche de la Russie par son paradigme politique à sensibilité sociale. Le BRIC comprenait également dans l'hémisphère oriental l'Inde et la Chine, deux pays historiquement et idéologiquement proches de la Russie. Les deux pays étaient aussi des puissances reconnues dans le nouvel ordre international multipolaire émergent et des leaders reconnus dans le Sud Global et le G77 historique. De plus, deux membres du BRIC, le Brésil, et l'Inde, partageaient une forte aspiration à obtenir chacun un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Ils partageaient, à ce titre, avec la Russie, une conviction forte de la nécessité d'une réforme radicale du Système Multilatéral actuel de gouvernance globale, GG.

De son côté, la Chine partageait les inquiétudes de la Russie sur l'expansionnisme sécuritaire des USA, et de l'OTAN qui commençait à pivoter vers le Pacifique, en particulier vers la mer de la Chine Méridionale, par la création d'alliances comme le QUAD et l'AUKUS.

Alliance QUAD : USA + Japon + Inde + Australie

La Chine partenaire commercial majeur du QUAD



I. Genèse du BRICS+

A. Contexte international

Poutine s'est alors lancé dans la mise en levier du BRIC comme une réponse aux griefs de la Russie et de beaucoup de pays, surtout des pays en développement, contre l'ordre actuel des relations internationales, dominé par les États-Unis, le G7, et le Collectif Occidental. En 1999 et en 2004 l'OTAN s'était encore élargie, malgré les objections véhémentes de la Russie. Il y a lieu de signaler que cette expansion, sous l'administration Clinton, s'est faite malgré aussi les objections très fortes du Chef de l'Etat-major américain, du Secrétaire à la Défense, de l'ancien ambassadeur américain à Moscou, William Burns, aujourd'hui Directeur de la CIA, ainsi que celles du fameux George Kennan, architecte de la stratégie de l'endiguement de l'URSS pendant la guerre froide.

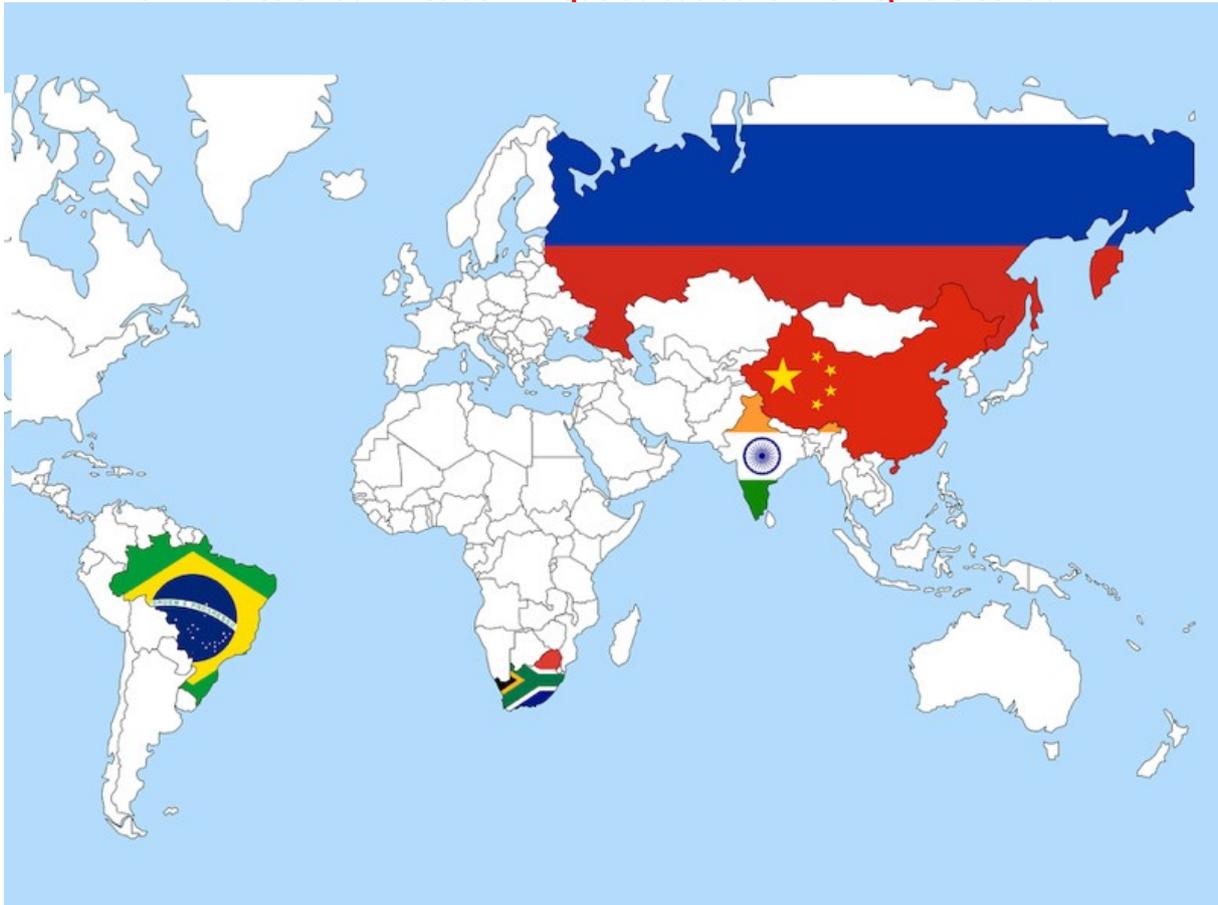
En 2006, les États-Unis, au cours du mandat de Bush Jr, avaient encore une fois rejeté une proposition française, fortement avalisée par la Russie, d'un arrangement USA-UE-Russie pour une Ukraine neutre vis-à-vis de l'OTAN. En juillet de la même année, Poutine invita les dirigeants du BRIC à une première réunion en marge du Sommet du G8 à Saint-Petersbourg. Deux mois plus tard, en septembre 2006, les Ministres des Affaires Etrangères du BRIC se rencontraient pour une première réunion officielle, en marge de l'Assemblée Générale de l'ONU à New York. En 2007, en Allemagne, dans un discours mémorable à la Conférence de Sécurité de Munich, Poutine déplorait fortement l'unilatéralisme et le militarisme des USA et de l'Occident dans les affaires internationales et saluait l'importance croissante du BRIC dans le nouvel ordre international.

En 2008, au sommet de l'OTAN à Bucarest en Roumanie, le Président Bush des USA annonça la prochaine adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN, malgré la forte opposition du Président Français Sarkozy et de la Chancelière Allemande Merkel.

En 2009, à Ekaterinbourg, en Russie, eut lieu le premier sommet officiel du BRIC. Le sommet a rapidement invité l'Afrique du Sud à devenir membre, invitation qu'elle a vite acceptée.

En 2011, L'Afrique du Sud de Nelson Mandela, dans l'hémisphère central, leader reconnu du NEPAD de l'Union Africaine, et membre de la Troïka africaine que le Japon était le première à inviter en 2000 au Sommet du G8 à Okinawa, devenait membre, transformant le BRIC en BRICS. L'adhésion de l'Afrique du Sud aide le BRICS à couvrir les trois hémisphères et à compléter la couverture géopolitique du Groupe.

2011: Adhésion au BRICS de l'Afrique du Sud dans l'Hémisphère Central



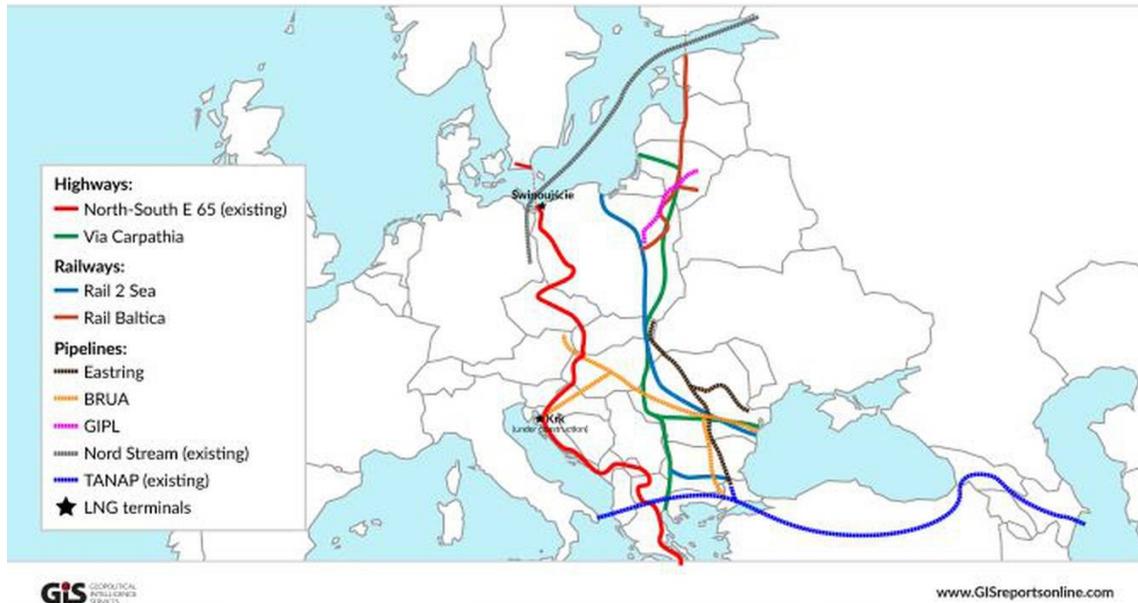
En 2015, avec le soutien des États-Unis, la Pologne lançait "l'Initiative des Trois Mers" entre quelques pays de l'Europe de l'Est, bordant la mer Baltique, la mer Égée et la mer Noire. L'initiative promeut un rideau vertical Nord-Sud de projets d'infrastructure contrôlés par l'Occident. Cette initiative creuse encore plus le fossé entre la Russie et ses voisins d'Europe occidentale, aggravant ses craintes d'isolation de la Russie et accélérant son pivotement vers le Sud et vers l'Est.

The Three Seas Initiative lancée par la Pologne, un partenaire émergent de l'OTAN



Un Rideau d'infrastructure sépare l'Europe et la Russie

Three Seas Initiative projects



Ainsi d'un acronyme pour l'investissement à Wall Street, le BRIC a évolué en BRICS, un concept géopolitique, se positionnant comme une contre-puissance face à l'OTAN, au G7, et au Collectif Occidental, et comme un remplacement du Pacte de Varsovie pour la Russie.

Une doctrine MAG, Mutually Accelerated Growth, ou Croissance Mutuelle Accélérée, adoptée au cours de ses sommets ultérieurs a ajouté une dimension de développement à la dimension géopolitique initiale du concept. En 2014, le 15 juillet, premier jour du 6ème Sommet du BRICS, à Fortaleza, au Brésil, une Nouvelle Banque de Développement (NBD) est lancée. Un Arrangement de Réserve de Devises (CRA), et d'autres institutions ont été également lancés, rappelant le FMI et les institutions de Bretton Woods, et rappelant aussi la BAII, Banque Asiatique pour les Investissements d'Infrastructure et l'initiative chinoise Ceinture et Route (BRI). Cette nouvelle dimension géoéconomique complète la dimension géopolitique initiale du BRICS. La doctrine de non-ingérence dans les affaires internes des pays membres et des clients et le principe de non-conditionnalité des crédits ont été proclamés comme des principes fondamentaux du BRICS et de ses nouvelles institutions. La doctrine de financement basé sur les projets plutôt que sur les réformes contraste avec les pratiques des institutions de Bretton Woods. L'importance de la civilisation, l'échange culturel et les échanges interpersonnels entre les populations de base, People2People, confirmés dans la Déclaration du XVème Sommet, créent un nouveau consensus, le Consensus du BRICS+, qui contraste avec la doctrine et les pratiques du Consensus de Washington.

A. Agenda du BRICS+

Ces caractéristiques géopolitiques, géoéconomiques et géoculturelles ont encore augmenté l'attractivité des BRICS+ tant pour les membres existants que pour les membres potentiels. BRICS plaide une mission visant à :

1. EMDC

- Rassembler les Marchés Émergents et les Pays en Développement (EMDC) pour œuvrer ensemble dans le respect mutuel des souverainetés et la dignité, à promouvoir le développement mutuellement accéléré, MAG, la sécurité et les échanges entre les peuples et les civilisations.

2. MAG

- Œuvrer à promouvoir une croissance mutuelle accélérée, MAG, dans un paradigme gagnant-gagnant pour le système des relations internationales

3. Communauté Mondiale

- Construire une Communauté Mondiale d'Intérêts Partagés,

4. Réforme radicale du Système Multilatéral

- Œuvrer à instaurer un meilleur respect de la charte des Nations Unies et du droit international et à réaliser une réforme radicale du Système Multilatéral actuel pour une mission rénovée, une meilleure représentation et une plus grande voix des EMDC.

5. Dédollarisation

- Trouver une meilleure alternative au système international en place, de financement, de monnaie de réserve et de paiement, et de taux d'intérêt et de change.

1. EMDC

L'architecture de gouvernance mondiale par le Système Multilatéral actuel avait été mise en place en 1945, avec en vue principalement la reconstruction, la sécurité, la paix, et l'équilibre de puissance entre les protagonistes de la Seconde Guerre mondiale. Le système, élaboré essentiellement par les vainqueurs de la guerre et en leur faveur, marginalise les vaincus, en particulier l'Allemagne, le Japon, etc., bien que protagonistes de première ligne de la guerre et aujourd'hui acteurs majeurs du système international. Il ne tient pas suffisamment compte non plus, des pays tiers en Amérique du Sud, comme le Brésil, et encore moins des pays qui n'étaient pas encore indépendants ou nés, en Afrique, en Asie ou même en Europe.

A ce titre, le BRICS juge que le Système Multilatéral actuel a besoin d'une mise à jour et d'une réforme radicale pour une meilleure représentation et une voix plus forte pour les nouveaux pays et les EMDC, les marchés émergents et les pays en développement, dont beaucoup n'existaient pas encore et n'étaient donc pas des protagonistes des guerres de l'Occident et des deux guerres mondiales. De même plaide-t-il, la réforme doit toucher aussi bien la structure que la mission et les objectifs du Système Multilatéral de gouvernance globale, GG, vers un paradigme gagnant-gagnant, base sur l'harmonie, tenant compte de la mondialisation, et donnant une plus grande priorité au développement et aux échanges entre les peuples et les civilisations.

La guerre de l'Ukraine et celle de Gaza ont donné beaucoup de visibilité aux doléances du BRICS et au vote de ses membres, dont en particulier l'Afrique du Sud, à l'ONU et à leurs positions franches sur les questions internationales. De même, ces deux conflits, ont-ils fortement relativisé l'autorité morale de l'Occident, l'universalité de ses valeurs et de ses paradigmes et son emprise sur la Gouvernance Globale.

Ces développements ont, par contre, consolidé le potentiel du BRICS+ en tant que plaideur des EMDC et comme système d'autonomisation et d'empowerment des pays sous-représentés dans le système actuel des relations internationales.

1. MAG

Le système des relations internationales doit également mieux tenir compte de la construction communautaire du Village Mondial, qu'est devenu le Monde aujourd'hui, par l'instauration de valeurs villageoises d'harmonie et d'esprit communautaire. Aujourd'hui, le système des relations internationales a autant, sinon plus besoin de paradigmes gagnant-gagnant de lutte contre les défis globaux, d'équilibre de développement, et de MAG, Mutually Accelerated Growth, que de paradigmes perdant-perdant d'équilibre de puissance et de MAD, Mutually Assured Destruction.

2. Communauté mondiale

L'orientation mondialiste du BRICS contraste avec l'isolationnisme et le protectionnisme croissants post-COVID-19 des États-Unis, de l'UE et du G7. La montée en compétitivité du Japon, de la Corée du Sud, des pays de l'ASEAN et maintenant de la Chine et de l'Inde, etc., ont conduit les États-Unis et un nombre croissant de pays industrialisés à inverser progressivement leur discours et leur plaidoyer en faveur des règles du marché et du libre-échange international. Ces développements ont également conduit à des conflits commerciaux, à des guerres tarifaires, à des exceptions aux règles de l'OMC et à des sanctions unilatérales extraterritoriales. Aggravés par la COVID-19, ils ont ressuscité un discours populiste de nationalisme, de démondialisation et de retour à la logique de proximité dans la production industrielle, l'investissement et les chaînes d'approvisionnement et de production.

Il y a lieu de noter cependant, que la Mondialisation est un mouvement de l'Histoire qu'il est difficile d'inverser. Tout comme pour les murailles des cités des 15e et 16e siècles, les avancées technologiques dans le transport, la communication, la production industrielle partagée, le travail à distance, etc., remettent en question les frontières des États-nations. Elles remettent en cause la capacité de ces frontières à accommoder ou à contenir les échanges commerciaux, le développement économique, social, politique et culturel actuel. La Mondialisation peut être ralentie ou bloquée pour un temps, mais il est, aujourd'hui, au 21e siècle, aussi impossible d'inverser le cours de son paradigme qu'il aurait été d'inverser le cours du paradigme des États-nations des 19e et 20e siècles pour revenir au paradigme des cités-États des 15e et 16e siècles.

Au lieu de la régression vers l'isolationnisme et le protectionnisme, de nouveaux mécanismes et arrangements sont mis en place par certains pays pour faire face à la Mondialisation. Ces mécanismes visent à gérer les défis mondiaux tels que la croissance démographique, les pandémies, la pénurie de ressources, le changement climatique, le réchauffement climatique, les déchets et la pollution, etc. Le Mexique, l'Indonésie, la Corée du Sud, la Turquie, et l'Australie, par exemple, ont mis en place un système multilatéral, MIKTA, pour faire face à la Mondialisation. L'Indonésie a fait appel à ce système multilatéral pour mieux lutter contre la pandémie COVID-19.

L'Indonésie fait appel au multilatéralisme de MIKTA pour lutter contre la COVID-19.



De même, comme tout village, le Village Mondial a besoin de valeurs villageoises et de paradigmes de gouvernance de proximité, de convivialité, de vivre ensemble, et d'harmonie. Les défis globaux du Monde actuel ne peuvent pas être confrontés avec des guerres, des sanctions, des paradigmes perdant-perdant ou même, gagnant-perdant, et des solutions uniquement sécuritaires. Ils demandent des paradigmes de compétition constructive et d'innovation comme dans le sport et la science, plutôt que de paradigmes de compétition destructrice comme dans la guerre.

3. Réforme radicale du Système Multilatéral

Les pays membres du BRICS plaident fortement pour une réforme radicale du Système Multilatéral actuel. Le Système Multilatéral actuel, principalement le système des Nations Unies, et les institutions de Bretton Woods, a été conçu et mis en place en 1945, à la lumière de préoccupations primordiales de paix, de sécurité et de reconstruction, etc., essentiellement pour les pays protagonistes vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

Un paradigme perdant-perdant de guerre froide et d'équilibre de puissance et de la terreur, MAD (Mutual Assured Destruction), essentiellement sécuritaire, et bipolaire, s'est instauré entre ces pays et a gouverné les relations internationales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945. Il continue à prévaloir même après la Chute du Mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'ancienne Union Soviétique en 1991.

Après soixante-quinze ans d'histoire, de nombreux nouveaux acteurs ont vu le jour et le contexte international a changé radicalement. La structure de représentation et la mission du Système Multilatéral doivent être mises à jour pour tenir compte de ces mutations. Les crises et les guerres sans fin qui ont caractérisé la période unipolaire qui a suivi la chute du Mur de Berlin et l'effondrement de l'Union Soviétique, les nouveaux défis mondiaux, qui ne peuvent pas être adéquatement abordés dans le paradigme perdant-perdant actuel, témoignent de l'urgence de cette mise à jour et de la réforme.

B. Dédollarisation

Le gel unilatéral des actifs en dollars de la Russie après l'invasion de l'Ukraine a attiré l'attention de tous les observateurs et des détenteurs d'actifs en dollar, quelles que soient leurs relations avec les États-Unis. La décision a remis à l'ordre du jour le débat de longue date sur la dedollarization pour atténuer le risque de confiscation unilatérale et extraterritoriale et d'autres abus du statut du dollar comme monnaie internationale de réserve et de paiement.

La dedollarization est aussi débattue comme un impératif pour mettre fin au financement des soi-disant "guerres sans fin" des USA financées par la planche à billets et les déficits de la balance des paiements.

Ces préoccupations ont placé la "dedollarization" en tête de l'agenda du BRICS+ et de l'agenda de nombreux pays. La question de la dedollarization peut, en fait, avoir été l'un des motifs qui ont incité l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis à postuler l'adhésion et les pays membres à les inviter au BRICS+

II. XVème Sommet du BRICS

A. Expansion

Pendant les 14 derniers sommets qui ont suivi la création du BRICS+, c'est-à-dire depuis 2009, la question de l'expansion n'a pas été soulevée. Les développements récents dans les relations internationales ont contribué à la mettre à l'ordre du jour du XVème Sommet des BRICS en août 2023, à Johannesburg, en Afrique du Sud. En fait les critères d'adhésion et le protocole d'admission n'ont fini d'être préparés qu'en août 2023 pour la décision d'expansion. Les points à noter concernant l'expansion sont :

1. Eligibilité

- EMDC

Les membres éligibles sont les marchés émergents et les pays en développement, « Emerging Markets and Developing Countries ». Le concept EMDC rappelle le concept plus simple de "pays en développement" du G77 et la Conférence de Bandung de 1955 en Indonésie. Il permet de réunir la Russie et la Chine, qui ne peuvent guère être décrites comme des pays en développement, avec des pays en développement d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie, et d'Europe.

- ONU, UNSC & ODD

L'acceptation de la charte des NU, des ODD, du droit international et l'engagement en faveur de la réforme radicale de l'ONU sont également des critères fondamentaux de candidature. Les nouveaux membres doivent également accepter toutes les décisions passées du Groupe. Une décision passée importante est le soutien déjà affirmé du BRICS aux candidatures du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud à des sièges permanents au Conseil de Sécurité des NU.

- Relations et contributions positives

Les candidats à l'adhésion doivent aussi avoir de bonnes relations avec les membres existants et avoir le potentiel de contribuer positivement au Groupe.

2. Participation au XVe Sommet

Soixante (60) pays ont assisté, quarante (40) pays ont exprimé leur intérêt, vingt-trois (23) ont demandé à adhérer, et six (6) ont été invités à rejoindre le Groupe. Un pays a changé d'avis et décliné l'invitation. Les pays qui ont postulé, mais n'ont pas été invités ont le statut de « Partenaires du BRICS+ ». Les pays qui ont exprimé l'intérêt pour le BRICS+ mais n'ont pas demandé à adhérer ont le statut de « Amis du BRICS+ ».

3. Adhésion

Une lettre de demande d'adhésion est envoyée par le pays candidat au pays organisateur du Sommet BRICS. Les sherpas du Sommet examinent l'éligibilité et soumettent les demandes aux Ministres des Affaires Etrangères des pays membres. Ceux-ci les inscrivent, à leur tour, à l'ordre du

Déclaration du XVème Sommet des BRICS, août 2023

Préambule

Un Partenariat stratégique basé sur :

8 Principes

3 Piliers

5 Défis

8 Principes

1. Respect mutuel
2. Égalité souveraine
3. Solidarité
4. Démocratie **
5. Ouverture
6. Collaboration
7. Inclusion
8. Consensus

3 Piliers

- P1 : Sécurité
- P2 : Développement
- P3 : Civilisation

5 Défis

1. Communauté Mondiale
2. MAG : Croiss Mutuel Accélér
3. ODD : Objectifs Dév Durable
4. P2P : Échanges culturels
5. Réforme Sys Multilatéral

Il est également intéressant de noter dans la Déclaration, que le principe du consensus dans la prise de décision a été maintenu. Il est réaffirmé malgré le plus grand nombre de membres et les nouvelles grandes disparités de profils, de moyens, de priorités et de modèles sociaux entre eux. Il est tout aussi intéressant de noter le concept "Civilisation", élevé au statut de troisième pilier des BRICS+. De même est-il important de noter la nouvelle importance accordée aux échanges P2P, entre les jeunes et les populations de base.

B. Intérêt de la France au BRICS

Le président français, Emmanuel Macron, a exprimé son intérêt à assister au Sommet des BRICS d'août 2023 mais n'a pas été invité. Il a peut-être simplement voulu participer en tant que pays observateur et rencontrer les dirigeants des pays participants du Groupe, ou s'adresser à la conférence BRICS-Afrique le 24 août. Macron pourrait également avoir voulu expliquer la politique française en Afrique. Il pourrait enfin avoir voulu discuter de la politique d'adhésion au BRICS, en particulier de son ouverture possible à l'adhésion des EMDC européens, voire de la France et des autres pays du G7. Il serait intéressant de savoir qui s'est opposé à son invitation. Ce n'est pas probablement pas l'Inde.

III. Impact du BRICS

Le BRICS+ est un concept encore en construction. Il a évolué d'un concept d'investissement en 2001, en un concept géopolitique en 2009, et aujourd'hui en un concept intégré holistique géopolitique, géoéconomique, et géoculturel, comme le montre la Déclaration du XVème Sommet de 2023. Il

n'existe pas encore d'études systématiques d'impact sous aucun angle, et encore moins d'étude globale d'impact. On peut, cependant, procéder à une tentative d'évaluation. L'évaluation doit cependant préciser le point de vue de l'évaluation, qui n'est plus uniquement celui de Jim O'Neil.

A. Impact géopolitique

D'un point de vue géopolitique, on peut dire que le BRICS a déjà contribué à remodeler pacifiquement l'ordre international. Il a contribué à la naissance d'un mouvement fort et probablement durable, semblable au G77, plaidant pour une réforme radicale du Système Multilatéral actuel. Il constitue une "tentative conservatrice des puissances du Sud [et des EMDC] pour obtenir ce qu'elles considèrent comme leur place légitime sur la scène mondiale" (Vijay Prashad).

De même, le BRICS+ a-t-il contribué à façonner, de manière inattendue pour l'Occident Global, les réactions internationales aux guerres en Ukraine et à Gaza. Il a aussi contribué à une plus grande prise de conscience, surtout pour l'Occident Global, des limites des sanctions et du coût de l'unilatéralisme et de l'extraterritorialité. Il a remis à l'ordre du jour la réforme radicale du Système Multilatéral actuel. Enfin, il a peut-être ré-impulsé une solidarité et des tentatives en miroir parmi les puissances occidentales en place de s'unir afin de protéger le statu quo et leurs privilèges dans la gouvernance mondiale et la prise de décision du Système Multilatéral actuel. Il a ainsi contribué à la naissance, non pas d'un ordre mondial bipolaire, mais plutôt d'un ordre mondial multipolaire dual.

B. Impact géoéconomique

En 2014, soit cinq (5) petites années après sa première réunion en 2009 à Iekaterinbourg, en Russie, initialement en tant que concept géopolitique, le BRICS a ajouté une dimension géoéconomique, s'inspirant du BRI et du système de Brettenwoods. Il a lancé la Nouvelle Banque de Développement (NBD), une banque avec 50 milliards de dollars de capital souscrit, pour financer les projets d'infrastructure et les projets se rapportant au climat. En 2022, c'est-à-dire en huit ans, la NBD avait accordé 32 milliards de dollars pour des projets de nouvelles routes, de ponts et des projets d'eau, soit au taux de 4 milliards de dollars par an.

L'inclusion explicite des projets liés au climat contraste avec d'autres banques d'infrastructure, telles que la BAII (Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures). Elle contraste également avec l'Accord de Paris, sans moyens, de la COP 21 en 2015.

La Chine, et les autres membres du BRICS, fondateurs, nouveaux et futurs, consentiront beaucoup d'efforts pour augmenter les moyens et les interventions de la NDB. De même pourront-ils les optimiser avec ceux de la AIIB, des autres institutions multilatérales, et avec les moyens et les interventions de leurs propres institutions souveraines. Pour beaucoup de pays, ces institutions constituent un complément, voire une alternative, aux institutions en place.

C. Impact soft

Les valeurs, les paradigmes comparés de gouvernance politique, de modèles de démocratie libérale par opposition aux régimes autoritaires et autres paradigmes politiques et civilisationnels, sont devenus des thèmes fréquents dans les narratifs, les rivalités, les discours et les surenchères géopolitiques.

L'Afrique du Sud a pris l'initiative de prendre Israël à la Cour Internationale de Justice sur la question de la guerre de Gaza. Elle a pris cette initiative certainement en reconnaissance du soutien infaillible et indéfectible qu'elle avait reçu de la part du leadership palestinien pendant sa lutte contre l'apartheid. L'initiative a néanmoins pris la tournure d'une revanche et d'une plateforme de surenchère morale, aidant BRICS+ à inverser la situation contre le jugement et la condamnation de Poutine par cette même Cour pour la guerre de l'Ukraine.

Elle a aussi et surtout pris la tournure d'un retour de manivelle contre les fréquentes admonitions de l'Occident sur la démocratie libérale, l'état de droit, les droits de l'homme, et d'une révolte de l'Afrique et des EMDC contre les biais flagrants et les doubles standards perçus de l'ordre international établi.

En accusant Israël et en la traduisant devant la Cour Internationale de Justice, par de là l'opposition véhémente de ce pays et celle de ses puissants alliés aux États-Unis et en Europe, l'initiative a pris la tournure d'une revanche pour l'Afrique et les EMDC. Elle a marqué un tournant dans l'histoire des relations internationales. Le procès d'Israël dans la Cour Internationale de Justice est un signal fort du changement qui est en train de se produire dans les relations internationales.

L'Afrique du Sud n'aurait pas pu prendre cette initiative avant l'essor du BRICS+. Elle n'aurait pas pu, non plus, la prendre seule et sans être sûre et assurée du soutien du Groupe. L'initiative illustre la nouvelle puissance soft et l'indépendance de l'Afrique du Sud. Elle illustre aussi l'efficacité et la puissance soft du BRICS+. L'initiative a considérablement accru le prestige de l'Afrique du Sud, mais aussi le prestige et l'attractivité du BRICS+.

IV. SWOT BRICS+

A. Forces et Opportunités

1. Force de Ressources et de Moyens

L'expansion a abouti à un BRICS+ couvrant une grande masse territoriale, une grande population, a un contrôle remarquable de l'énergie et de ressources naturelles et agricoles importantes, et possédant un potentiel important d'investissement, de marchés et de commerce international.

Force de Ressource : Ressources du BRICS+

Superficie :	45,74 millions de km ²	
Population :	3 385,80 millions de pers	40% -> 46% du monde
PIB :	\$30,30 trillions	25% -> 29% du monde
Production de pétrole :		43% du monde
(Un nouvel OPEP !)		
Exportation de biens :		25% du monde
Réserves de devises (2018) :	6,5 trillions de dollars	

La couverture large des sources d'énergie, rappelle celle de l'OPEP. A la différence de celle-ci, la couverture remarquable du secteur de l'énergie concerne aussi bien le côté de l'offre que le côté de la demande. Elle inclut les principaux fournisseurs d'énergie de la Chine, à savoir la Russie, l'Arabie Saoudite, et l'Iran, membres du Groupe. Elle améliore fortement la sécurité énergétique de ce pays, ce qui constitue un motif puissant de son engagement le BRICS+.

BRICS+ est parfois comparé au G7. L'expansion l'a beaucoup rapproché de ce groupe :

Le G7 et le BRICS+

	PIB (trUS2023 \$)	% du PIB mondial
I. G7	45,9	43%
II. BRICS 10	30,3	29%
BRIC 5	27,7	26,0%
Arabie Saoudite	1,1	1,0%
4 autres	1,5	2,0%
III. Reste du monde	29,5	28%
PIB mondial Total	105,7	100%

Potentiel de croissance du BRICS+ à l'horizon 2050

I. G7 =	50%
II. BRICS =	189%
Égypte =	650%
Éthiopie =	1170%

Les futures expansions renforceront encore plus la puissance et la position de BRICS+ dans le secteur des ressources, dans l'économie mondiale, et dans le système de relations internationales par rapport au G7, au G20 et par rapport à tous les autres groupements.

2. Force de Position

En plus de sa "Force de Ressource", force de frappe ou puissance de feu, obtenue par un contrôle remarquable des ressources et des marchés, BRICS+ ajoute une "Force de Position" comme dans le jeu chinois de Go. Cette Force de Position vient au Groupe de la couverture de certaines ceintures commerciales continentales et des routes, détroits et passages maritimes mondiaux, et des corridors énergétiques parmi les plus importants. En effet, BRICS+ couvre le détroit d'Hormuz, la corne de l'Afrique, la mer Rouge et le canal de Suez. Il couvre également l'isthme entre la mer Caspienne et le Golfe Persique. Cet isthme a été tout au long de l'histoire le corridor de la route de la soie terrestre et d'autres routes commerciales continentales majeures partant de la Chine et de l'Asie centrale passant à travers l'Iran et aboutissant aux ports de la Méditerranée et de la mer Noire. Il est aujourd'hui un corridor continental multifonctionnel, multimodal stratégique. Il y a lieu de signaler que la Chine et l'Iran ont récemment conclu un accord de près de 400 milliards de dollars pour financer plusieurs projets d'infrastructure en Iran. Le bon positionnement géostratégique dans ces régions est aussi ce qui module, au moins en partie, la position de la Chine et du BRICS+ sur la guerre de Gaza, les conflits au Moyen-Orient et la situation en Afghanistan.



3. Puissance soft

La puissance soft portée par la culture, les civilisations, les échanges interpersonnels, etc., est aujourd'hui un thème récurrent dans les discours, les considérations et les rivalités géopolitiques. Des membres de BRICS+ tels que la Chine, l'Égypte, l'Inde, l'Iran, l'Arabie Saoudite, etc., sont les berceaux et les gardiens de certaines des plus grandes et plus anciennes civilisations et religions du monde. Ces membres sont culturellement et politiquement influents au niveau international et dans leurs voisinages géopolitiques respectifs.

Quelques membres abritent également les sièges d'importantes institutions internationales telles que le Mercosur au Brésil, l'Organisation de la Conférence de Shanghai en Chine, la Ligue des États Arabes en Égypte, l'UA et la CEA en Éthiopie, etc. Lors de sa récente visite en Égypte, le Président du Brésil a prononcé un discours au siège de la Ligue des États Arabes au Caire.

Ces éléments dotent le BRICS d'une grande puissance soft et renforcent sa doctrine et sa stratégie de respect, de dignité, et de souveraineté. L'expérience de certains membres du Groupe, tels que la Chine, l'Iran, etc., sera une inspiration pour les membres du BRICS+ dans la mise en levier de cette puissance immatérielle soft au service des stratégies de développement et des relations internationales. La Chine a par exemple établi un réseau mondial extensif d'Instituts Confucius.

La puissance soft et la culture peuvent également être déployés comme une réponse à la prétention de l'Occident Collectif à la supériorité et à l'universalité absolues de ses valeurs et de ses paradigmes sociaux et politiques. Ces atouts peuvent être déployés en particulier comme réponses aux attaques de l'Occident contre les paradigmes sociaux et politiques alternatifs prévalant dans certains pays membres de BRICS+, en particulier la Chine et la Russie.

A. Faiblesses et Menaces

1. Disparités

Le BRICS+ est caractérisé par de grandes disparités en termes de superficie, de population, de niveau de développement, de paradigmes sociaux et politiques, de profil et de niveau de développement industriel, technologique, de puissance militaire, etc.

Disparités au sein du BRICS+

	Plus grand	Plus petit
Superficie (millions de km ²)	17,08	0,08
Population (millions)	1377,80	4,10
Densité (p/km ²)	364	8
PIB (trillions \$)	19,00	0,16
PIB par habitant (000\$)	78,00	3,70

Ces disparités peuvent être de grandes sources de diversité, d'enrichissement et de croisement culturels. Elles peuvent être aussi des sources de différences de priorités, d'orientations, etc., et tourner ainsi la règle de consensus dans la prise de décision du Groupe en un défi de gestion et de gouvernance.

1. Conflits

Il existe de nombreux conflits internes au sein du BRICS+ entre certains membres, tels que le conflit frontalier Chine-Inde, le conflit Égypte-Éthiopie sur le barrage de la Renaissance sur le Nil, etc. Ces conflits représentent des faiblesses internes importantes du BRICS+. De plus, certains membres apportent au Groupe un bagage de conflits avec des grandes puissances extérieures au Groupe. Le conflit de l'Iran avec les États-Unis et Israël est un exemple. L'appartenance de l'Inde au QUAD, la question de l'Indo-Pacifique, les arrangements sécuritaires de l'Arabie Saoudite et des Émirats Arabes Unis avec les États-Unis, etc., représentent également des défis majeurs. Comme les disparités, les faiblesses et les menaces engendrées par les conflits constituent encore un autre défi redoutable pour la gestion, la gouvernance et le leadership du BRICS+.

2. Consensus

La règle du consensus de BRICS+ en matière de prise de décision est considérée par le Groupe comme une doctrine fondamentale d'égalité et de respect de souveraineté entre les membres. Elle contribue dans une certaine mesure à la cohésion du Groupe et à l'atténuation du défi des disparités. Il est important de souligner que les membres de BRICS, au XVème sommet en août 2023, par la règle du consensus, ont chacun eu un droit de veto sur la décision d'expansion et sur l'invitation de tous les nouveaux membres. En invitant de nouveaux membres, ils ont ainsi choisi d'accepter les défis des disparités et des conflits introduits au sein du Groupe par l'expansion.

Il est douteux, cependant, que cette règle puisse être maintenue face aux disparités croissantes avec l'expansion. Le consensus était un défi pour un BRICS à 5 membres. Il l'est encore plus aujourd'hui pour un BRICS à 10 membres. Il deviendra un défi redoutable pour la gouvernance et la prise de décision au fur et à mesure que le Groupe s'agrandit. Le défi du consensus est composé par les conflits internes et externes que l'expansion inévitablement introduit au sein du Groupe.

B. Pérennité du BRICS+

Les disparités internes et les conflits intérieurs et extérieurs, compliqués par la règle de consensus dans les décisions, constituent des menaces majeures à l'efficacité, à la cohésion, à la solidarité et peut-être même à la pérennité du Groupe. Ils constituent des défis majeurs au leadership du BRICS+. Le leadership fort et soft de la Chine a pu rapprocher l'Arabie Saoudite et l'Iran. Ce rapprochement est-il durable ? La Chine et l'Inde ont pu jusqu'ici maîtriser leur conflit de frontières, sur l'Indo-Pacifique ou le QUAD. Le leadership de la Chine, du BRICS+, pourrait-il continuer à le faire ? à le faire pour tous les conflits intérieurs et extérieurs ?

V. La Tunisie au XVIe Congrès du BRICS+

A. Le XVIe Congrès du BRICS

Les circonstances, les événements et la stratégie ont transformé BRIC d'un acronyme pour un concept de Wall Street en BRICS+, un système de relations internationales. En octobre 2024, à Kazan, en Russie, lors du XVIème Sommet BRICS+, les dix membres du Groupe se réuniront sous la présidence de Poutine, son initiateur, toujours en guerre avec l'OTAN et l'Occident Global. Poutine, le joueur d'échecs et stratège visionnaire, s'alliera à son meilleur ami Xi Jinping, le joueur de Go. Tous deux débattront avec les autres membres du Groupe de la meilleure manière de consolider et faire progresser BRICS+, et d'assurer le succès du Sommet, dans le cadre d'une règle de consensus et d'un contexte international difficiles.

Il sera intéressant de voir ce que le Sommet, sous ce double leadership, avec celui de l'Inde et des autres membres, et dans le contexte des relations internationales actuelles, décidera concernant les questions suivantes:

1. Ruée vers le BRICS
2. Expansion
3. Adhésion européenne

4. Dédollarisation

5. Règle du consensus

1. Ruée vers le BRICS+

Le Consensus BRICS+, la doctrine de non-ingérence et la politique de non-conditionnalité de financement de la NBD, malgré la taille encore petite de la Banque, attirent fortement l'intérêt à l'adhésion au Groupe. L'adhésion ou le partenariat constitueront pour plusieurs pays, un complément attractif ou même, pour certains pays, une alternative au FMI et au système de Bretton Woods, et même au Système Multilatéral actuel. Pour beaucoup de membres, la taille du BRICS+ est un facteur de puissance et de rayonnement.

Il faut s'attendre, à ce titre, à une forte pression de l'extérieur et à une ruée vers l'adhésion et à une grande tentation de l'intérieur, à part quelques pays, en faveur de l'expansion continue et de l'ouverture de l'adhésion au BRICS+.

Cependant, la règle du consensus en matière de prise de décision limitera nécessairement l'expansion à un petit nombre de pays.

2. Expansion

De nombreux pays postuleront l'adhésion, pour acquérir au moins le statut de "Partenaires du BRICS+", accordé à tous les pays candidats. **L'Algérie, le Nigéria, le Venezuela, le Kazakhstan, et la Biélorussie**, sont les pays les plus susceptibles de postuler et d'être invités à devenir membres. Leur adhésion renforcerait considérablement la force de ressource du BRICS+, c'est-à-dire sa masse territoriale, sa démographie, son contrôle de l'énergie et des ressources et son potentiel en main-d'œuvre, marchés d'infrastructures, de consommation et commerce, avec l'Afrique, l'Amérique du Sud et l'Asie. Elle renforcerait aussi sa force de position, c'est-à-dire son positionnement géostratégique.

La guerre en Ukraine et l'arrêt de Nordstream I et II, qui risque de durer, ont sensiblement augmenté la valeur stratégique d'un corridor Afrique-Europe de l'énergie. Elle augmente ainsi la valeur stratégique de l'adhésion de l'Algérie et du Nigeria au BRICS+. Le corridor central Lagos-Alger complète le corridor atlantique Lagos- Rabat au Maroc, et le corridor oriental le long de la mer Rouge dont l'adhésion de l'Égypte, de l'Éthiopie, et de l'Arabie Saoudite, a garanti la couverture par le BRICS+.

L'Algérie est une amie proche à la fois de la Chine et de la Russie. Elle a postulé pour l'adhésion en 2023, mais n'a pas été invitée. Elle est presque sûre de postuler et d'être invitée cette année. L'Algérie apportera son statut de troisième membre de la Troïka de l'Union africaine. Elle contribuera particulièrement son poids dans le secteur de l'énergie et sa position sur la Méditerranée Occidentale, au sud de l'UE Latine. Elle a déjà déclaré son intérêt pour la NDB. Elle contribuera aussi sa position sur la future Route 2 du système routier Trans-Sahara et sur le futur gazoduc Transsaharien Lagos-Alger. Ces deux infrastructures constituent la colonne vertébrale majeure d'un futur corridor central multimodal, multifonctionnel entre l'Afrique continentale et l'Union Européenne. Ce corridor est devenu impératif après la guerre en Ukraine et le sabotage du Nordstream.

Le Nigéria apportera son statut de membre de la Troïka africaine de l'UA, sa position sur l'Atlantique, son poids démographique, et son poids dans le secteur de l'énergie. Comme pour l'Algérie, la guerre de l'Ukraine a renforcé le statut du Nigeria de fournisseur alternatif stratégique d'énergie à l'Europe, par le gazoduc Nigéria-Maroc Atlantique et par le futur gazoduc continental Transsaharien Lagos-Alger.

Le Venezuela apportera son poids dans le secteur de l'énergie et son indépendance des États-Unis. Son adhésion corrigera la sortie de l'Argentine et consolidera la présence de l'Amérique du Sud dans le BRICS+, sauf objection du Brésil qui l'a exclu du Mercosur.

Le Kazakhstan contribuera son statut de membre de la Communauté des États Indépendants (CEI) et de membre principal de l'UEEA (Union Economique Eurasiatique) préconisé par la Russie. Il contribuera également son statut de pays d'Asie Centrale, où la Chine a annoncé pour la première fois, à Astana en 2013, son initiative BRI, concernant la route de la soie. Le Kazakhstan contribuera enfin sa vaste masse territoriale et son capital d'énergie et de ressources naturelles.

La Biélorussie contribuera son statut de pays de transit vers l'UE. Politiquement, culturellement et ethniquement proche de la Russie, son invitation en tant que pays européen sera un précédent majeur. Son admission sera le signal de l'extension du concept BRICS+ à des EMDC européens comme la Serbie et la Hongrie, voire simplement aux pays européens.

L'expansion augmentera les disparités et rendra le maintien de la règle du consensus dans la gouvernance des BRICS+ encore plus difficile qu'elle ne l'est déjà. En retour, elle renforcera considérablement l'emprise des BRICS+ sur la situation énergétique et sur les ressources, tant du côté de l'offre que du côté de la demande. Elle renforcera également considérablement la force de position géostratégique du Groupe sur l'Atlantique et dans l'hémisphère occidental, la Méditerranée et l'hémisphère central, et en Asie Centrale.

3. Adhésion européenne

Il sera intéressant de voir si l'Indonésie, le Mexique et le Maroc postuleront. Il sera particulièrement important si des pays européens, comme la Serbie et la Hongrie, que le président chinois, Xi Jinping, a inclus dans son récent périple européen, présenteront leurs candidatures. L'importance de la candidature et de l'adhésion de la Biélorussie aux BRICS est qu'elle établira le précédent de l'éligibilité des EMDC européens à l'adhésion aux BRICS+. La question de l'éligibilité des pays européens à l'adhésion au BRICS pourrait avoir été le motif derrière l'intérêt du président français Macron à assister au XVème Sommet en 2023 en Afrique du Sud.

L'adhésion européenne représentera un changement majeur de paradigme dans le statut du BRICS+ et un changeur de jeu, a game-changer, dans les relations internationales.

4. Dédollarisation

La résilience surprenante de la Russie aux sanctions après la guerre de l'Ukraine avait pris de court l'Occident. Elle est due au fait que la préparation de l'économie russe à de telles sanctions était déjà entamée dès 2014, probablement en anticipation du conflit avec l'Occident sur l'Ukraine, après la révolution de couleur dans ce pays, conçue et réalisée par les USA. Cette préparation avait pris déjà en compte l'exclusion de la Russie du système de paiement international Swift.

Au XVIème sommet du BRICS+, sous la présidence de la Russie, la recherche d'une alternative au dollar, pour une monnaie internationale ou de groupe, sous une forme ou une autre, est donc susceptible de progresser considérablement vers la réalité.

Ce scénario est plausible, non pas tant comme une vengeance de la Russie pour la confiscation de ses avoirs en dollars, mais plutôt comme une continuation de l'action de dédollarisation déjà entamée en Russie. Il l'est aussi comme une nécessité répondant à la nouvelle réalité économique, commerciale et financière du Monde, en particulier à la montée de l'Asie.

Enfin, la dédollarisation est aussi plaidée comme pouvant contribuer à la paix et à la démilitarisation des relations internationales. Elle le fera en réduisant la tentation et le piège de l'instrumentalisation extraterritoriale des taux de change, des taux d'intérêt, des monnaies de réserve et de paiement, et du financement des guerres par les déficits de la balance de paiement.

Cependant, la dédollarisation devra être et sera conçue et mise en œuvre de manière responsable et de manière à atténuer l'impact négatif sur l'économie mondiale. Elle doit en effet prendre en compte l'impact catastrophique d'une dédollarisation hâtive et vengeresse sur les économies des États-Unis

et de l'UE, économies très importantes pour l'économie mondiale. Ces deux économies sont également très importantes pour de nombreux membres du BRICS+, et particulièrement importantes pour un membre principal du BRICS+, la Chine.

Commerce de la Chine avec le QUAD 2023(\$USbn)

	Total	Export	Import	Solde
USA	664.5	500.3	164.2	336.1
Japon	318.0	157.5	160.5	-2.9
Australie	229.1	73.8	155.4	-81.6
Inde	136.2	117.7	18.5	99.1
Total	1347.8	849.3	498.6	359.7

5. Règle du consensus

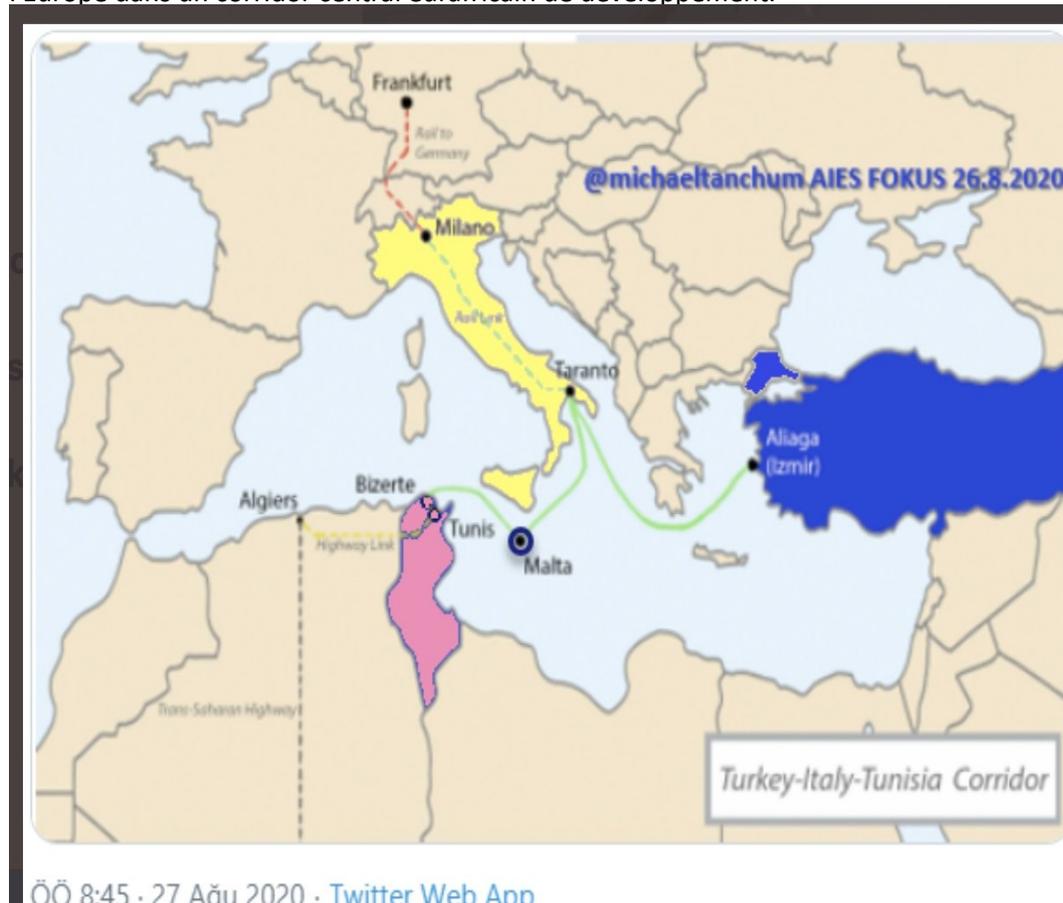
Le XVIème Sommet des BRICS+ à Kazan, en Russie, en octobre 2024, débattrà presque sûrement de la règle du consensus, mais il la maintiendra probablement pour ce tour. Avec le temps, la règle devra évoluer vers la règle de la majorité ou plus probablement, vers un système de prise de décision semblable à celui du Conseil de Sécurité de l'ONU. Elle peut aussi évoluer vers une règle bicamérale de décision comme dans le Congrès des États-Unis.

A. La Tunisie au BRICS+

Dans la région du Maghreb, il sera intéressant de voir si la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie postuleront. En 2023, pour le XVème Sommet en Afrique du Sud, la Tunisie a exprimé son intérêt pour l'adhésion aux BRICS mais n'a pas postulé. Le Ministre des Affaires Etrangères de la Tunisie a assisté au XVème Sommet en Afrique du Sud et a prononcé un discours lors de la conférence BRICS-Afrique le 24 août.

La Tunisie pourrait vouloir postuler en 2024. Même si elle n'est pas invitée, elle acquerra le statut de "Partenaire du BRICS+". Ce statut élargira l'espace et les opportunités pour ses actions et ses négociations diplomatiques. Egalement important, le partenariat avec le BRICS+ permettra à la Tunisie de tirer meilleur parti de ses ressources humaines. La Tunisie, contribuera également sa position de point d'articulation entre la Méditerranée Occidentale et la Méditerranée Orientale. Le projet de corridor maritime Turquie-Italie-Tunisie lancé en juillet 2020, en particulier, reliera Bizerte, les autres ports tunisiens et le futur port en eaux profondes de Cherchell en Algérie, aux ports terminaux de l'Initiative Ceinture et Route (BRI), du Corridor AAG et de l'IMEC, sur le bassin de la Méditerranée Orientale, la mer Noire et la mer Rouge. L'adhésion lui permettra enfin de tirer parti de sa position géographique, historique et culturelle de pont géographique et culturel entre l'Afrique et

l'Europe dans un corridors central eurafricain de développement.



B. Ouvertures et points d'entrée de la Tunisie

La Tunisie pourra alors tirer parti, en tant que membre ou partenaire, d'ouvertures et de points d'entrée stratégiques avec le BRICS+. Ces ouvertures et ces points d'entrée sont les mêmes qu'elle a avec le Système Multilatéral actuel, mais avec l'avantage d'une meilleure focalisation, d'une meilleure attention, d'une meilleure priorité, et d'une meilleure dotation en ressources. La Tunisie contribuera :

1. Le nouvel **Institut diplomatique** à Tunis financé par la Chine, comme une installation BRICS+ pour la recherche, les études, la formation, les stages, les ateliers et les forums BRICS+, etc.,
2. Sa **position comme pays d'articulation** entre les deux bassins de la Méditerranée et entre l'Afrique et l'Europe sur un Corridor Central Eurafriqueain d'énergie et de développement,
3. Ses avancées reconnues en matière d'**autonomisation du genre** avec le Conseil des Femmes du BRICS+,
4. Son expérience reconnue dans la **diplomatie du savoir PISTE** (Partenariat dans l'Innovation, la Science, la Technologie et l'Education), en particulier son expérience SATREPS avec le Japon, qui peut aider le BRICS+ à tirer parti de son véritable capital de ressources humaines, et l'émergence de l'innovation comme un thème majeur dans l'économie mondiale et dans les relations internationales.

5. Son expérience dans les technologies de la sécurité humaine. i.e., **les technologies de l'eau, de l'énergie, de l'environnement, de l'agroalimentaire, de la santé et de l'éducation,**
6. Son **triple héritage culturel** méditerranéen, africain, et arabe, islamique, judaïque, et chrétien constitue un point d'entrée dans la nouvelle prise de conscience de la variable civilisation dans les relations internationales du 21ème siècle,
7. La **jeunesse, les sports,** et les échanges entre les populations de base qui constituent toujours de puissantes clefs universelles d'entrée.

II. Conclusion

Les circonstances, les événements et la stratégie ont transformé BRIC d'un acronyme pour un concept d'investissement de Wall Street en BRICS+, un système holistique de relations internationales.

Quelle la pérennité de cet édifice ?

La nature et le degré d'engagement de ses membres dans le processus BRICS+ seront déterminants. Ils varient beaucoup d'un membre à l'autre. La Russie, membre initiateur fondateur est fortement engagée dans le BRICS+ essentiellement pour des considérations géopolitiques, comme l'Iran. L'Arabie Saoudite hésite et s'intéresse probablement essentiellement à la question de la dedollarisation. Quel est la nature et le degré d'engagement de la Chine, membre principal qui par ailleurs a lancé une initiative semblable, voire concurrente, le BRI ?

Enfin comment un membre ou un partenaire du BRICS+, peut-il réconcilier son action au sein du Système Multilatéral actuel avec son action au sein du BRICS+ ?

A. L'Enjeu de pérennité

Les grandes disparités, le bagage de conflits que les membres ont entre eux au sein du BRICS+, ou avec des puissances en dehors du Groupe, la règle de consensus, tous ces facteurs posent la question importante de la pérennité du système BRICS+.

Dans sa composition actuelle, les membres du BRICS ont tous un enjeu partagé important dans la réforme du Système Multilatéral actuel. Les membres de premier plan tels que la Chine, la Russie, l'Inde, l'Iran, etc., sont fortement motivés et capables de renforcer le BRICS+ et d'assurer sa pérennité, comme instrument de cette réforme. La pérennité est aussi un enjeu dans la contribution du BRICS+ aux stratégies nationales et internationales globales de certains membres. Le BRICS+ a, en effet, de grandes synergies avec le RCEP, l'Initiative Ceinture et Route (BRI), la BAII, et la stratégie de sécurité énergétique pour la Chine, avec l'Union Economique Eur-Asiatique (UEEA) pour la Russie, avec les Corridors AAGC et IMEC pour l'Inde, avec le JCPOA pour l'Iran, etc. Ces membres puissants ont ainsi des motifs puissants et ont aussi les ressources nécessaires pour assurer la pérennité du BRICS+ comme un système parallèle et durable de gouvernance globale (GG). Enfin, la pérennité d'un BRICS+ fort et efficace est particulièrement importante pour ces pays si des réformes satisfaisantes du système multilatéral actuel de GG ne sont pas réalisées, sont lentes à mettre en œuvre ou si le système de GG s'effondre.

B. L'engagement de la Chine

Un autre facteur majeur de pérennité du BRICS+ est l'engagement stratégique et fort de tous ses membres, non seulement de la Russie, en particulier la Chine. Le BRICS+ pourrait être pour la Russie et la Chine aussi important et stratégique que l'OTAN pour les USA et l'Europe.

En effet, le BRICS+ dans sa forme actuelle a une synergie forte avec la stratégie de sécurité énergétique de la Chine. Il a aussi une forte synergie avec sa stratégie dans l'Asie de l'Est. La Chine est en train d'œuvrer, avec tous ses pays partenaires pour préserver le paradigme actuel de l'Asie de l'Est,

en particulier le RCEP créé en novembre 2021, des menaces importantes et nombreuses qui peuvent les compromettre. Les menaces peuvent leur venir du conflit avec les USA sur l'Indo-Pacifique, Taiwan, la Mer de Chine méridionale, etc. Elles peuvent aussi venir d'un pivotement vers l'Asie de l'Est d'une praxis d'expansionnisme sécuritaire semblable à l'expansionnisme de l'OTAN en Europe qui a conduit à la guerre en Ukraine. L'expansionnisme sécuritaire des USA, dans le voisinage immédiat de la Chine, autour de Taiwan et dans la région, a abouti à la mise en place d'arrangements purement sécuritaires dans tout l'Est de l'Asie Pacifique, Nord et Sud, avec la Corée du Sud, le Japon, l'Inde, l'Australie, les Philippines, la Thaïlande, etc., comme le QUAD, AUKUS, Five-Eyes, etc. Ces arrangements impliquent quelques fois même l'OTAN. L'OTAN a par exemple ouvert un bureau au Japon. La Corée du Sud et le Japon ont assisté au dernier sommet de l'OTAN en Espagne.

Cette dynamique d'expansionnisme sécuritaire, souvent perdant-perdant ou même MAD, produit chez la Chine des craintes et des réactions semblables à celles qui ont alarmé Poutine en Russie, et qui ont abouti à la naissance du BRICS, puis du BRICS+ et à la guerre en Ukraine.

Pour la Chine, BRICS+ apparaît donc non seulement comme une faveur qu'elle fait à son partenaire russe, à ses amis du G77 et aux EMDC du BRICS+, non seulement comme un concept géoéconomique ayant de fortes synergies avec le BRI, mais aussi et peut-être surtout, comme un concept géopolitique préventif aussi stratégique pour elle que pour la Russie.

La différence majeure est cependant que la Chine entretient un commerce international important et élargi à l'échelle mondiale, avec l'Occident Global, et même avec les pays en développement. La Chine est le premier partenaire commercial de plus de 120 pays dans le monde. La Chine est aussi le plus grand partenaire commercial du RCEP, de l'ASEAN, du QUAD, de l'AUKUS, des Five-Eyes (Alliance AUKUS + Canada+ Nouvelle Zélande), de l'Union Européenne, des USA, du Japon, de la Corée du Sud, de l'Australie, etc.

L'Australie, par exemple, est membre du QUAD, de l'AUKUS et de Five-Eyes et de tous les arrangements sécuritaires réputés et perçus comme des arrangements du Pacifique mis en place par les USA pour endiguer la Chine. Paradoxalement, elle est aussi membre du RCEP centré sur l'ASEAN et la Chine. Elle entretient avec la Chine un commerce bilatéral très important. En 2023, son commerce de presque \$230milliard avec la Chine, lui a dégagé un excédent commercial de \$81.6 milliards, égal au volume total de \$77milliards de son commerce total déficitaire avec les USA. Elle partage, à ce titre, avec la Chine et tous les pays de la région, un enjeu fondamental dans la paix, la stabilité et la prospérité de la région, de l'économie régionale et de l'économie mondiale.

Cette architecture donne à la Chine, à la différence de la Russie, et même des USA, un spectre élargi d'instruments pour conduire son action diplomatique mondiale et piloter ses relations internationales, dans les trois hémisphères, en Asie, en Europe et même en Amérique. Elle a ainsi une stratégie de force, constituée de moyens hard et soft, sécuritaires, technologiques, économiques, commerciaux et culturels (Instituts Confucius) qu'elle complète par une stratégie de position, bien ancrée dans sa culture et ses traditions orientales, comme l'initiative route de la soie BRI, Belt and Road Initiative.

Pour la Chine donc, le BRICS+, lancée par la Russie sur une base essentiellement géopolitique, devenu holistique, fondé sur la base d'un consensus nouveau, complète avantageusement sa stratégie souveraine de force de moyens et de position déjà mise en place.

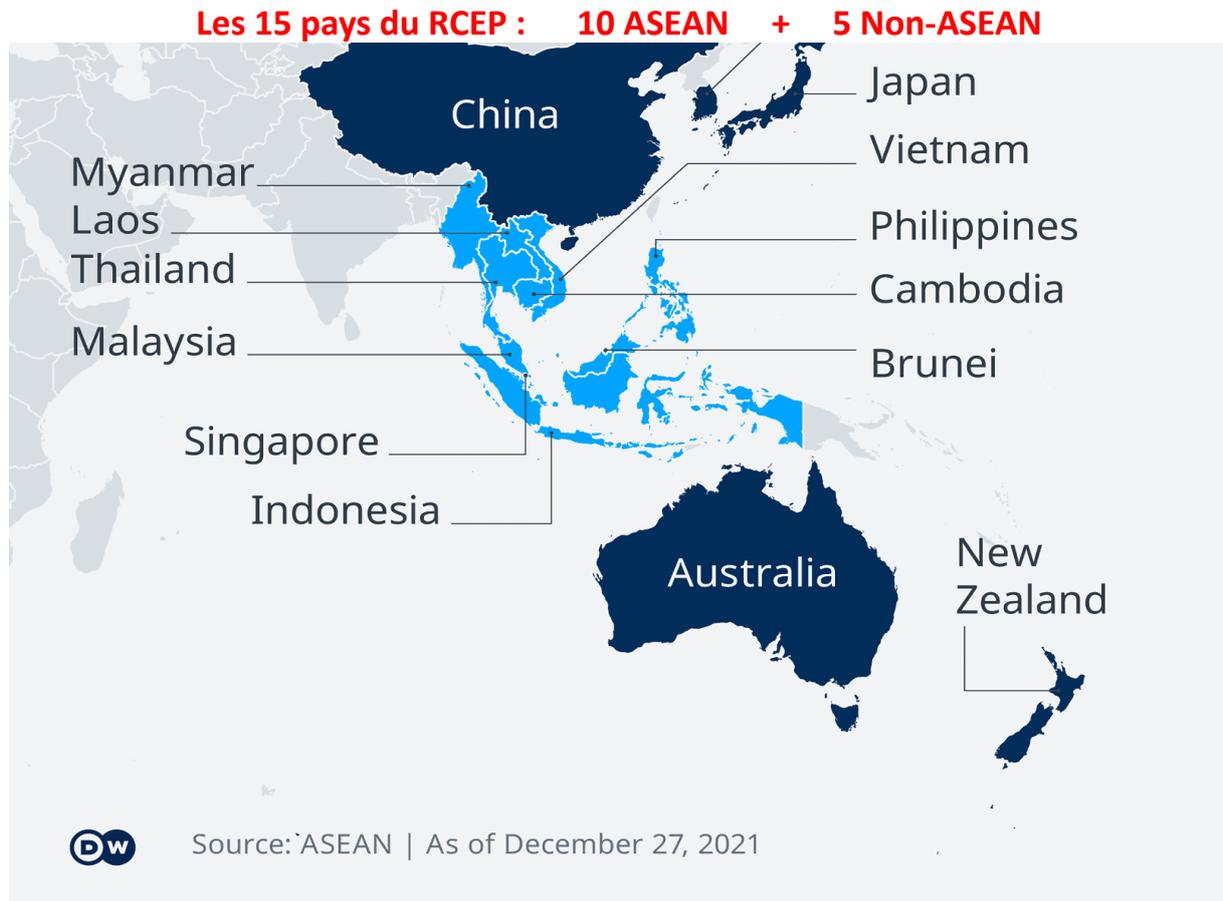
La Russie en Europe et dans la guerre de Ukraine, ne disposait pas et ne dispose pas, comme la Chine d'un spectre aussi élargi de relations et de pressions, ni avec les USA, ni avec l'Europe, et l'Occident, ni même avec les EMDC. Il y a lieu de se demander si la guerre en Ukraine, aurait eu lieu si de tels leviers avaient existé entre les USA et la Russie.

Engagement de la Chine dans l'Economie Mondiale
L'ASEAN, l'UE, les USA sont les 3 premiers partenaires commerciaux de la Chine
Le QUAD est parmi les 15 premiers partenaires commerciaux de la Chine

2023 Imports and Exports of goods by top 15 trading partners (billions of USD)^[3]

Rank	Country / Territory	Total trade	China exports	China imports	Trade balance
—	Total	5,340.4	3,103.0	2,237.4	865.6
-	 ASEAN	911.7	523.7	388.0	135.6
-	 European Union	783.0	501.2	281.7	219.5
1	 United States	664.5	500.3	164.2	336.1
2	 Japan	318.0	157.5	160.5	-2.9
3	 South Korea	310.7	149.0	161.7	-12.8
4	 Hong Kong	288.2	274.5	13.7	260.9
5	 Taiwan	267.8	68.5	199.3	-130.9
6	 Russia	240.1	111.0	129.1	-18.2
7	 Vietnam	229.8	137.6	92.2	45.4
8	 Australia	229.1	73.8	155.4	-81.6
9	 Germany	206.8	100.6	106.2	-5.6
10	 Malaysia	190.2	87.4	102.9	-15.5
11	 Brazil	181.5	59.1	122.4	-63.3
12	 Indonesia	139.4	65.2	74.2	-9.0
13	 India	136.2	117.7	18.5	99.1
14	 Thailand	126.3	75.7	50.5	25.2
15	 Netherlands	117.1	100.2	16.9	83.2

L'approche multidimensionnelle géopolitique, géoéconomique et géoculturelle, comparée au monolithisme sécuritaire des USA, d l'OTAN, du QUAD, de l'AUKUS, etc., mais aussi de la Russie, permet à la Chine, d'espérer réaliser ses objectifs géopolitiques pacifiquement. Elle lui permet d'obtenir ainsi la victoire sans faire la guerre, dans la pure tradition de l'art de la guerre de Sun Tzu, l'ancien stratège chinois, qui a inspiré Mao Zedong, et inspire encore les stratégies modernes de la Chine.



Engagement Régional Comparé Chine-USA en Asie de l'Est et le Sud Pacifique
Commerce Chine → RCEP (en 2023\$USbn)
ASEAN + Japon + Corée du Sud + Australie + Nouvelle Zélande

	Total	Imports	Exports	Solde
ASEAN	911.7	523.7	388.0	135.6
Japon	318.0	157.5	160.5	-3.0
Corée du Sud	310.0	149.0	161.7	-12.8
Australie	229.1	73.8	155.4	-81.6
Nouvelle Zélande	40.3	18.9	21.4	-2.5
Total	1809.8	992.9	886.9	36.0

Engagement régional comparé Chine-USA en Asie de l'Est et Sud Pacifique

Engagement des USA → RCEP (moins la Chine)(\$USbn)2022

ASEAN	520.3	160.2	360.1	-199.9
Japon	307.4	118.5	188.8	-70.3
Corée du Sud	168.6	80.5	88.1	-7.6
Australie	77.1	52.1	25.0	27.1
Nouvelle Zélande	13.4	6.7	6.7	0.0
Total	1086.8	418.0	668.7	-250.7

La question de Taiwan et la perspective de la Chine sur la sécurité en Asie de l'Est, rappelle par certains côtés la question de l'Ukraine et la perspective de la Russie sur la sécurité en Europe. Elle produit les mêmes inquiétudes, les mêmes réactions et engage fortement la Chine dans le BRICS+.

Engagement Régional Comparé Chine et USA
2023(\$USbn)

	Chine-AUKUS				USA-AUKUS				
	Total	Xpt	Impt	Solde	Total	Xpt	Impt	Solde	
Australie	229.1	73.8	155.4	-81.6	Australie	77.1	52.1	25.0	27.1
UK	93.1	74.7	28.4	46.3	UK	295.6	158.2	137.4	20.8
USA	664.5	500.3	164.2	336.1	Chine	664.5	164.2	500.3	-336.1
	986.7	648.8	348.0	300.8		937.2	374.5	662.7	-288.2

Engagement Régional Comparé des USA et de la Chine

Engagement des USA dans l'Hémisphère Occidental
Commerce US avec le Mexique, Chili, et le Mercosur (2022\$bn)

	Total	Exports	Imports	Solde
Mexique	855.1	362.0	493.1	-131.1
Chili	48.6	28.9	19.7	9.2
Brésil	120.7	75.7	45.0	35.7
Argentina	29.3	19.6	9.6	10.0
Uruguay	3.8	2.9	0.9	2.0
Paraguay	2.4	2.1	0.3	1.7
Mercosur	156.2	100.3	55.8	49.4

Engagement de la Chine dans l'Hémisphère Occidental

Commerce de la Chine avec le Mexique, le Chili et le Mercosur

Mexique	103.6	90.9	12.7	78.2
Chili	65.0	26.4	38.6	- 12.2
Brésil	154.1	90.1	64.0	26.1
Argentine	24.4	16.4	8.0	8.4
Paraguay	4.5	4.2	0.3	3.9
Uruguay	5.5	2.6	2.9	-0.3
Mercosur	188.5	113.3	75.2	38.1
Am. Latine	357.1	230.6	96.8	133.8

La Chine et les USA ont des relations économiques et commerciales régionales avec leurs voisinages respectifs, dans l'Asie de l'Est et avec l'économie mondiale très différentes et de ce fait des leviers d'action diplomatiques et sécuritaires différents. La Chine fait plus de commerce que les USA, avec le Brésil et le Mercosur dans l'hémisphère occidental, et avec l'Australie et l'AUKUS, dans l'hémisphère oriental.

Perspective de la Chine sur la Sécurité en Asie de l'Est



Ainsi, le BRICS+ élargit pour la Chine, pour la Russie, et pour tous ses membres le champ de l'action de développement, mais aussi celui de l'action diplomatique et sécuritaire. Toutes ces considérations, avec la doctrine de respect, d'égalité, et de consensus, constituent autant de facteurs de pertinence du concept, et de force d'engagement de tous les membres, en particulier les membres de première ligne, dont la Chine et la Russie, envers le BRICS+. Elles constituent aussi autant de facteurs et de garanties de pérennité de ce système.

C. Vers un Système Multilatéral Dual

Il est difficile, en revanche, d'imaginer que les membres titulaires du Système Multilatéral actuel accepteraient facilement et rapidement l'agenda des réformes prôné par le BRICS+. Ces réformes leur retireraient des privilèges très importants dans la gouvernance mondiale et dans la prise de décision du Système Multilatéral actuel. Il n'est pas non plus facile d'imaginer que les puissants membres émergents du BRICS+ renoncent à leur plaidoyer pour la forme et acceptent le statu quo. Enfin, même si le principe de réforme radicale du système multilatéral est accepté, la mise en œuvre sera probablement complexe et longue.

Cela signifie que le système international sera vraisemblablement, pendant pour un temps, peut-être pour longtemps, et peut-être pour le mieux, un système dual multipolaire multilatéral de gouvernance mondiale. Cette Gouvernance Globale sera assurée essentiellement par le Système Multilatéral en place et par le nouveau système le BRICS+, et par d'autres systèmes tels que G7, le G20, le BRF, et d'autres.

Dans ce nouvel ordre international, le BRICS+ agira comme un nouveau G77, doublement augmenté. Le nouveau G77, en fait G78, sera augmenté par un ancien membre devenu puissant et nouvellement habilité, la Chine, qui agira en tant que fournisseur d'infrastructure, d'investissement, de financement et de technologie, avec une Force de Position du type Jeu de Go. Il sera également augmenté par l'adhésion d'un nouveau membre, la Russie, qui agira en tant que membre géopolitique fort, avec une Force de Ressource et une Force de Frappe, du type Jeu d'Echecs.

Comme le G7, le BRF, ou le G20, TICAD, etc., le BRICS+ peut remplir la fonction d'un processus préparatoire et/ou complémentaire, d'une chambre consultative, ou même d'un système alternatif multilatéral para-onusien. Un double dialogue avec le Système Multilatéral en place et avec le BRICS+, sous forme d'adhésion ou de partenariat, est donc susceptible de devenir "un must" pour un nombre croissant de pays, sinon pour tous les pays, y compris la Tunisie.

Le Consensus du BRICS+, élaboré après la fin de la guerre froide à Johannesburg en 2023, est cependant plus démocratique, plus inclusif, plus holistique, plus équilibré et plus optimiste que le Consensus de Versailles en 1918, que celui de San Francisco en 1945 ou que celui de Bandung en 1955.

La Chine a pu jouer un rôle de leadership dans la création rapide du RCEP, malgré les conflits historiques, culturels et territoriaux qui divisent les 15 pays signataires entre eux et surtout avec la Chine. De même, a-t-elle pu construire au sein des 15 pays du groupe, l'esprit d'une « **communauté régionale avec des intérêts partagés** ». Elle a pu construire ainsi, par une architecture holistique de sécurité, de développement et de culture, **un consensus** fort sur la paix et la stabilité dans la région et sur l'impératif de la sauvegarde et de la consolidation du paradigme positif actuel de relations régionales entre le Nord Est de l'Asie, l'ASEAN, et le Sud de l'Est du Pacifique.

La Chine peut-elle contribuer à reproduire cette expérience au sein du BRICS+ ?

[Document de référence : Présentation PowerPoint à télécharger](#)